

**INITIATIVE PRESIDENTIELLE
BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT (PBVE)**

**PROJET D'AMÉNAGEMENT DE 3000 HA DANS LES RÉGIONS DE KAYES ET
NIORO DU SAHEL**

**SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET N. 03/CSA-PBVE/2021 POUR
LES SERVICES DE CONSULTANTS POUR LA REALISATION DES ÉTUDES
D'AMÉNAGEMENT ET D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DE 3000 HA
DANS LES RÉGIONS DE KAYES ET NIORO DU SAHEL**

1. Référence de publication

Le présent avis à manifestation d'intérêt (AMI N° 03/CSA-PBVE/2021) fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés publié dans l'Essor N°19357 du 09 mars 2021.

2. Autorité Contractante :

Commissariat à la Sécurité Alimentaire – CSA

3. Financement

Agence Italienne pour la Coopération au Développement – AICS (AID 11405)

4. Procédure

La procédure du présent marché est conduite selon l'art. 51 (Appel d'offres ouvert précédé de préqualification) du Code des marchés publics du Mali (Décret n°2015-604/P-RM du 25 septembre 2015 portant Code des marchés publics et des délégations de service public) et conformément aux intégrations indiquées dans les annexes II et III de l'accord exécutif.

Les procédures de sélection des soumissionnaires sont ouvertes aux opérateurs économiques de l'Union Européenne, à ceux prévus à l'article 25 Règlement 2014/24/UE et à ceux en possession des autorisations et des conditions requises et prévue par la législation malienne.

5. Objet

Dans le cadre de l'Initiative Présidentielle **Projet Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement (PBVE)**, le Commissariat à la sécurité alimentaire, a bénéficié d'un crédit concessionnel de l'Agence Italienne pour la Coopération et le Développement (AICS) pour la réalisation du **Projet d'aménagement de 3000 hectares dans les régions de Kayes et de Nioro du Sahel**, et a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer les paiements au titre du marché de services (prestations intellectuelles) objet du présent Appel public à Manifestation d'Intérêt. Ces prestations seront réalisées conformément aux exigences du bailleur (AICS) et de l'État Malien, et devra tenir compte de certains objectifs du projet, à savoir :

- Aménager des parcelles de terres dégradées dans les zones ciblées ;
- Former des jeunes et les regrouper en coopératives pour la gestion des parcelles aménagées ;
- Accroître la production agricole et celle de la gomme arabique ;

- Contribuer à la séquestration du carbone à l'horizon 2030 ;
- Procurer des revenus aux jeunes, aux familles démunies et aux migrants de retour, en vue d'assurer une sécurité alimentaire diversifiée ;

6. Nature du marché

Marché à rémunération forfaitaire avec ventilation des prix

7. Caractéristiques des services

Les prestations sont réparties en deux (02) lots distincts cités ci-après :

Lot N°1 : Réalisation des études d'aménagement et d'impact environnemental et social de 1.800 ha dans les cercles de Kayes, Bafoulabe et Yélimané.

Lot N°2 : Réalisation des études d'aménagement et d'impact environnemental et social de 1.200 ha dans les cercles de Nioro du Sahel et Diéma.

Pour chaque lot, les services, pour une période de réalisation estimée de six (06) mois, comprennent les prestations suivantes :

- Réalisation des études diagnostiques dans les zones d'intervention par lot pour l'identification et la caractérisation des sites aménageables (réhabilitation et/ou aménagement) ;
- Réalisation des études de faisabilité et d'Avant-Projet Sommaire (APS) sur les hectares des sites retenus dans les zones d'intervention par lot ;
- Réalisation des études d'Avant-Projet Détaillé (APD) sur les hectares des sites retenus dans les zones d'intervention par lot et élaboration des dossiers d'appel d'offres (DAO) des travaux à réaliser par lot ;
- Réalisation des études d'impact environnemental et social des zones par lot ;
- Proposer, pour chaque lot, un cahier de charge pour assurer le contrôle des travaux d'aménagement des entreprises recrutées pour les sites à aménager/réaliser

8. Le Montant maximum estimé :

655.960.000 F CFA, soit 1.000.000 EURO sur deux (02) lots :

- Lot N°1 : 419.814.400 F CFA, soit 640.000 EURO
- Lot N°2 : 236.145.600 F CFA, soit 360.000 EURO

9. Langue

La langue de soumission des dossiers est le français

10. Date prévue pour l'envoi du dossier d'appel d'offres

Maximum trente (30) calendrier jours après la phase de présélection.

11. Informations complémentaires

Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour les prestations de services notées ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour les exécuter (années d'expérience, références professionnelles, expériences dans des missions comparables, disponibilité du personnel qualifié, etc.). Les candidats devront justifier, sous peine de non-évaluation, **au moins dix (10) ans d'expérience** dans des études similaires. Les critères de présélection et de notation sont les suivantes :

- a) Nature des activités du candidat (10 points)
- b) Nombre d'années d'expérience, au-delà des 10 requis, dans des études similaires (10 points)

- c) Qualifications générales du candidat dans les domaines des prestations similaires (20 points)
- d) Références concernant l'attribution et l'exécution de marchés analogues et l'organisation technique et managériale du cabinet (30 points)
- e) Les qualifications générales et le nombre de personnels professionnels (30 points)

Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas 10 pages. La note minimale requise des différents candidats est de 70 sur 100.

Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Conformément à l'art. 31 paragraphe 3 du Décret n°2015-0604/P-RM du 25 septembre 2015, il est interdit aux candidats et soumissionnaires de présenter pour le même marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou de plusieurs groupements.

Les candidats peuvent soumettre une candidature pour tous les deux lots. Toutefois, un candidat présélectionné, en cas d'offre technique et financière conforme et classée en premier, ne pourra se voir attribuer qu'un seul lot.

Une liste des candidats (**maximum 6 par lot**) présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'Autorité contractante. Les candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières.

La sélection et l'attribution du marché seront faites, par lot, selon la méthode basée sur la qualité technique et le montant de la proposition (sélection qualité/coût) en application du Décret n°2015-0604/P-RM du 25 septembre 2015, modifié, portant code des marchés publics et des délégations de service public (art. 55 paragraphe 4 point 1).

Il est à noter que l'intérêt manifesté par un bureau d'études n'implique aucune obligation de la part de l'Administration de l'inclure sur une liste restreinte

L'Administration se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations fournies.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence auprès de la Coordination de l'Initiative Présidentielle Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement (PBVE) sis à Baco Djicoroni Golf, Rue 810, Porte A/10. Mail : elhadjis73@gmail.com ou seydououonogo@yahoo.fr – Tél : (00223) 76 45 25 72 / 66 22 38 55 - Bamako – République du Mali.

12. Soumission des candidatures

Les manifestations d'intérêt placées dans une enveloppe cachetée et indiquant la référence de la publication, le numéro et le titre du lot, doivent être déposées **au plus tard le 25 aout 2021 à 10h00 TU**, à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures locales (TU) et jours d'ouverture des bureaux : Coordination de l'Initiative Présidentielle Brigade Verte pour l'Emploi et l'Environnement (PBVE) sis à Baco Djicoroni Golf, Rue 810, Porte A/10. Mail : elhadjis73@gmail.com ou seydououonogo@yahoo.fr – Tél : (00223) 76 45 25 72 / 66 22 38 55 - Bamako – République du Mali. Les manifestations d'intérêt remises en retard ne seront pas acceptées.

Dans leurs manifestations d'intérêt, les candidats doivent désigner une personne en charge de toutes les communications, en fournissant tous ses contacts (téléphone, adresse et email).